



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite]..... 187

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite]

[Point 25, a*]

1. M. BUNGE (Argentine) annonce qu'il a saisi la Commission d'un texte révisé de son projet de résolution qui porte la cote A/C.2/L.162/Rev.2. Dans ce nouveau texte se trouve incorporée la plus grande parties des amendements proposés par la délégation du Brésil, et notamment, sous réserve de certaines modifications destinées à en éclaircir le sens, l'amendement proposé par le Brésil pour l'alinéa a du paragraphe 2 (A/C.2/L.177). M. Bunge rend hommage à l'esprit de compréhension du représentant du Brésil qui a accepté certaines de ses suggestions et il se félicite de voir le texte du projet de résolution argentin clarifié par les amendements du Brésil.

2. M. LIMA (Brésil) signale que le texte révisé du projet de résolution de l'Argentine tient compte non seulement des suggestions formulées dans l'amendement présenté par sa délégation, mais aussi des indications données par les délégations du Chili et de l'Indonésie qui, elles aussi, avaient proposé des amendements. Il se réserve d'intervenir plus tard en ce qui concerne l'amendement de la délégation grecque.

3. M. COHN LYON (République Dominicaine) déclare que sa délégation appuiera le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine.

4. Il avait eu d'abord quelques doutes sur le texte original de ce projet, mais le représentant de l'Argentine a dissipé ces inquiétudes en précisant que son projet de résolution n'avait nullement pour objet d'instituer

un système rigide de contrôle des prix; il ne s'agit en effet que de déterminer les facteurs de l'équilibre du rapport des échanges de manière à permettre à ceux des Etats Membres qui seraient amenés à prendre des mesures affectant le système des prix de tenir compte de l'incidence de ces mesures sur les rapports des échanges des autres pays. Le représentant de la République Dominicaine en déduit que, dans une situation normale caractérisée par l'absence de tensions politiques ou de difficultés en matière de balance des paiements, la mise en œuvre du projet de résolution de l'Argentine ne ferait pas obstacle au mouvement naturel des prix, c'est-à-dire au libre jeu de l'offre et de la demande.

5. En ce qui concerne les ententes internationales relatives aux produits de base, M. Cohn Lyon est prêt à reconnaître que si ces accords ont, dans certains cas, produit des résultats qu'il est permis de juger satisfaisants, ils ne constituent pas nécessairement la solution idéale du problème. Cependant, grâce à la conclusion d'accords internationaux, les pays consommateurs peuvent en effet se procurer les marchandises qui leur sont nécessaires tandis que les producteurs reçoivent un juste prix pour leurs produits. M. Cohn Lyon voit donc dans ces accords une solution temporaire aux difficultés d'ordre monétaire qu'éprouvent certains pays consommateurs. Dans le même ordre d'idées, il se félicite de constater qu'à l'alinéa d du paragraphe 4, il est recommandé aux Etats Membres d'intensifier leurs efforts en vue de réduire les entraves à l'importation des produits de base. M. Cohn Lyon est en effet convaincu qu'il n'est pas inutile de proclamer la nécessité de réduire les obstacles qui s'opposent au commerce international. Il faut observer à ce sujet que les procédures auxquelles on peut avoir recours à cette fin ne sont pas toujours aussi rapides qu'il serait souhaitable. Il reconnaît cependant que, dans certains cas, ces procédures se sont révélées efficaces; à titre d'exemple, il indique que les Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, actuellement réunies à Genève, viennent d'être saisies d'une plainte présentée par les Etats-Unis et le Canada contre les restrictions que le Gouvernement belge avait

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

imposées à l'importation de produits de la zone dollar; dans ce cas particulier, la délégation belge a fait connaître aux Parties contractantes que le Gouvernement de la Belgique s'employait à assouplir les restrictions qui font l'objet de la plainte. M. Cohn Lyon déclare que ces faits sont de nature à confirmer la confiance que sa délégation place dans les instruments internationaux. Il regrette toutefois que, dans le cas particulier de son propre pays, son gouvernement n'ait pu obtenir satisfaction en ce qui concerne certaines dispositions de la loi des Etats-Unis sur les sucres, qui portent atteinte aux intérêts de la République Dominicaine. C'est pourquoi il appuie sans réserves la recommandation formulée à l'alinéa c du paragraphe 4 au projet argentin révisé.

6. M. TOUS (Equateur) attire l'attention de la Commission sur l'actualité du problème qu'a soulevé le représentant de l'Argentine en présentant son projet de résolution. Ce problème peut, selon la formule d'un éminent économiste et sociologue américain, se résoudre par l'application d'une politique de justes prix pour les matières premières. Il s'agit là d'un problème qui a des incidences sur le niveau de vie dans les pays insuffisamment développés et sur les possibilités de développement de ces pays. M. Tous ne croit pas qu'il faille rejeter toute la responsabilité sur les autres pays; peut-être, au contraire, les représentants des pays fournisseurs de matières premières pourraient-ils se reprocher de n'avoir pas jusqu'à présent posé ce problème avec toute l'insistance voulue; peut-être auraient-ils dû adopter les mesures de défense économique collective qu'imposent les circonstances et aussi l'indifférence de certains pays industrialisés.

7. M. Tous fait observer à ce sujet que si le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine n'est pas une simple déclaration platonique, il manque cependant, à certains égards, de la netteté et de la précision nécessaires et il soulève des problèmes connexes qui ne sont pas de nature à éclairer la présente discussion. De ce fait, le représentant de l'Equateur n'est pas surpris que de nombreuses délégations aient proposé des amendements destinés à renforcer quelque peu ce projet qui a reçu l'approbation des représentants des pays insuffisamment développés. Il ne s'étonne d'ailleurs pas non plus que ce projet ait suscité parmi les délégations des pays industrialisés, des commentaires souvent compréhensifs, mais en général décourageants.

8. M. Tous rappelle à ce propos les difficultés soulevées par la rédaction de la Charte de La Havane et les déceptions qui ont suivi la Conférence internationale du commerce et de l'emploi tenue en 1948 à La Havane. Il n'en reste pas moins qu'il faut être reconnaissant à la délégation de l'Argentine d'avoir saisi la Commission d'un problème d'importance fondamentale pour les pays insuffisamment développés.

9. M. Tous précise que ce problème est maintenant d'une actualité brûlante parce qu'il s'agit, cette fois, de réajuster les prix non pas selon les lois de l'offre et de la demande, mais dans le cadre des mesures de défense économique que pourraient prendre les pays fournisseurs de matières premières. Il rappelle que, lors de la deuxième guerre mondiale, les pays d'Amérique latine se sont trouvés dans l'obligation d'instituer des mesures de contrôle des prix. En sa qualité de Directeur du contrôle des priorités et de la répartition des importations dans son pays, il a eu l'occasion d'appli-

quer ces mesures et d'en suivre de près les effets dans l'ensemble des pays de l'Amérique latine. Il a pu constater qu'elles avaient des répercussions désastreuses sur la structure économique naissante de l'Equateur et sur la vie même de la population. Il décrit la situation de pénurie dans laquelle se trouvait pendant la guerre la petite industrie équatorienne, et les bouleversements qui sont intervenus dans les exploitations agricoles, minières et forestières. Par suite de l'occupation par l'armée japonaise des régions d'Extrême-Orient productrices de caoutchouc, son pays a dû reprendre l'exploitation du caoutchouc qu'il avait depuis longtemps abandonnée; il l'a fait dans des conditions telles que les arbres producteurs de latex ont été saignés jusqu'à épuisement. Dans le même ordre d'idées, l'Equateur a fortement entamé ses ressources en bois de balsa et en quinquina pour contribuer à la victoire des alliés contre les Puissances totalitaires. D'une façon générale, la guerre a bouleversé l'économie des pays d'Amérique latine. En compensation des sacrifices consentis, ces pays avaient accumulé, à la fin de la guerre, un montant total de 4 à 5 milliards de dollars au titre des livraisons de matières premières. Il ne s'agissait là, souligne M. Tous, que d'une richesse éphémère. En effet, le Gouvernement des Etats-Unis s'est empressé, dès la fin de la guerre, de lever les contrôles des prix et des salaires; par suite, les prix des biens d'équipement que les pays d'Amérique latine ont dû se procurer dans ce pays ont augmenté de plus de 50 pour 100 avant même qu'ils aient eu le temps de les recevoir. Les excédents de matériel qui ont été dirigés vers ces pays n'ont été qu'un palliatif insuffisant et les gouvernements des pays d'Amérique latine ont eu l'impression, justifiée ou non, d'avoir été les perdants d'une loterie. C'est ce que les représentants diplomatiques auprès du Gouvernement des Etats-Unis n'ont pas manqué de manifester à plusieurs reprises, individuellement ou collectivement.

10. M. Tous établit alors une comparaison entre les événements de la deuxième guerre mondiale et la situation créée par les hostilités de Corée. L'histoire se répète et il est naturel que les représentants des pays fournisseurs de produits de base cherchent maintenant à éviter le retour d'une situation dont ils ont subi les conséquences il y a quelques années.

11. C'est à la lumière de cet aperçu historique que le représentant de l'Equateur considère le projet de résolution déposé par la délégation de l'Argentine ainsi que les amendements des délégations des pays d'Amérique centrale, du Chili et du Brésil. Il regrette toutefois de ne pouvoir appuyer les dispositions des alinéas b et c du paragraphe 4 du projet de résolution pour les raisons que d'autres orateurs ont exposées avant lui. Il croit cependant qu'il y aurait intérêt à mentionner ces recommandations dans le rapport de la Commission.

12. En ce qui concerne les arguments avancés par le représentant des Etats-Unis pour établir que les cours pratiqués sur les marchés internationaux sont favorables aux pays producteurs de matières premières, M. Tous se réserve de les réfuter ultérieurement en présentant des chiffres et en évoquant des faits précis. Il lui suffira pour le moment de s'associer aux déclarations faites au cours de la séance précédente par les représentants du Mexique, du Salvador, du Costa-Rica et de la Colombie qui ont démontré que les périodes de références choisies par le représentant des Etats-Unis n'étaient précisément pas les plus convaincantes. Il

attire à ce sujet l'attention de ses collègues sur le fait que les prix de produits essentiels à l'économie de son pays, comme le cacao et le riz, ont subi au cours d'une période d'un an à dix-huit mois des baisses de 40 pour 100. Il se demande quel aurait pu être l'effet d'une telle baisse sur les relations politiques et économiques des Etats-Unis avec les pays acheteurs de ces produits si les Etats-Unis avaient été le pays producteur. Il se demande aussi quel pays industrialisé resterait indifférent devant une baisse aussi forte du prix de ses produits.

13. En terminant, M. Tous regrette d'avoir dû s'exprimer avec quelque rudesse et prie ses collègues de n'y voir que la marque de sa franchise.

14. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la discussion a révélé toute l'importance qu'un grand nombre de pays représentés au sein de la Commission, en particulier les pays insuffisamment développés, attachent à la solution du problème évoqué par le projet de résolution de l'Argentine. L'intérêt manifesté par les divers représentants qui ont participé au débat n'est pas un effet du hasard. Les pays insuffisamment développés se trouvent effectivement dans une situation économique très précaire, ainsi qu'il ressort des études qui leur ont été consacrées par divers organismes des Nations Unies et des déclarations de leurs représentants à la Deuxième Commission. Le tableau de la désorganisation qui règne sur le marché capitaliste international fait contraste avec l'harmonie qui préside aux relations commerciales des Républiques populaires démocratiques. Alors que ces dernières coopèrent sur un pied d'entière égalité, certaines grandes Puissances, comme les Etats-Unis d'Amérique, n'ont d'autre préoccupation que celle de défendre leurs intérêts égoïstes.

15. La politique commerciale des Etats-Unis d'Amérique tend essentiellement à assurer de nouveaux débouchés aux exportations de ce pays, sous le couvert d'une action prétendue philanthropique. Les Etats-Unis cherchent à écouler les produits de leur industrie aux prix les plus élevés, et ils n'hésitent pas à utiliser tous les moyens de pression dont ils disposent pour obliger les autres pays à leur acheter les articles dont ils n'ont plus l'emploi. A titre d'exemple, M. Arkadyev rappelle que, tout récemment, une société d'exportation américaine a vendu au Mexique, pour le compte de la Commodity Product Corporation, un stock de 900.000 tonnes de haricots secs que les services d'inspection américains avaient jugé de trop basse qualité, pour que la vente en puisse être autorisée sur le marché intérieur. Cette transaction prouve indéniablement que la politique d'exportation des Etats-Unis vise non pas à répondre aux besoins du marché international, mais à assurer les profits les plus élevés possibles aux grands monopoles américains. On trouve un autre exemple typique de l'exploitation à laquelle se livrent les monopoles américains dans le fait que les cigarettes américaines se vendent 140 piastres le paquet au Liban, alors qu'elles reviennent à 20 piastres. Un député libanais, M. Raphaël Naroud, a récemment accusé la régie des tabacs de limiter la production locale des cigarettes pour encourager la vente des cigarettes américaines importées, dont elle tire un bénéfice annuel de 12 millions de livres. Il est inutile de dire que ce sont surtout les grandes compagnies américaines qui profitent de cette énorme marge bénéficiaire.

16. Les pays insuffisamment développés ne se trouvent guère dans une situation plus favorable lorsqu'il s'agit de mettre en valeur leurs ressources naturelles ou de favoriser leurs industries naissantes. M. Arkadyev cite encore l'exemple du Liban, où, selon le journal *Le Soir*, l'importation de briques étrangères, dont le prix est de beaucoup inférieur à celui des briques produites sur place, a virtuellement acculé à la faillite les dix briqueteries existantes.

17. Les monopoles américains ne se soucient pas d'établir un rapport juste et équitable entre le prix des produits manufacturés qu'ils exportent et celui des produits de base qu'ils importent. Au contraire, ils n'hésitent pas à faire pression sur les pays de production primaire pour maintenir au niveau le plus bas les prix des produits de base nécessaires à leur industrie. Il suffit de rappeler l'exemple du Chili et de sa production de cuivre et de soufre, ou encore celui du Venezuela, dont toute l'économie est littéralement contrôlée par des intérêts américains. De quelque côté que l'on se tourne, on voit les pays insuffisamment développés impuissants devant le "diktat" des monopoles américains. On ne saurait donc s'étonner de l'hostilité croissante que les pays de l'Amérique latine manifestent à l'égard des Etats-Unis d'Amérique. Cette hostilité a fait récemment l'objet des commentaires de l'*Economist*, qui l'attribuait aux prix élevés auxquels les Etats-Unis vendent les biens d'équipement que les pays en voie de développement doivent se procurer, ainsi qu'aux droits de plus en plus élevés perçus à l'entrée aux Etats-Unis sur les produits de base, notamment sur l'étain bolivien et le café brésilien.

18. On connaît les effets de la politique des Etats-Unis sur le marché capitaliste qu'ils dominent. Lorsque les Etats-Unis ont eu intérêt à se procurer des matières premières d'importance stratégique en vue de leur réarmement, ils ont laissé monter les prix sur le marché mondial; une fois leurs stocks constitués, ils ont agi pour faire baisser les cours, sans se préoccuper de l'économie des pays de production primaire que ces fluctuations brusques lésaient profondément. Il est indéniable que les Etats-Unis exercent un contrôle despotique sur le marché des produits de base: la manifestation la plus évidente en est la pression qu'ils exercent sur les pays de production primaire pour les empêcher d'exporter leurs produits vers les nations soviétiques et vers les pays de l'Orient. Le rapport intitulé *GATT in action* montre bien que les efforts de la Conférence sur les matières premières pour établir un contrôle des prix des produits de base sont en opposition directe avec les principes, déjà modérés, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, auquel les Etats-Unis ont adhéré. Le rapport montre aussi que les accords internationaux conclus par les pays capitalistes n'ont pas supprimé les difficultés des pays insuffisamment développés, mais qu'ils ont servi les intérêts expansionnistes des Etats-Unis d'Amérique. Par des mesures unilatérales, les Etats-Unis se sont efforcés d'abaisser les barrières douanières qui gênaient leurs exportations de produits finis, tout en pratiquant eux-mêmes une politique protectionniste. La meilleure preuve en est qu'en 1951 les exportations des Etats-Unis avaient augmenté de 28 pour 100 par rapport au niveau d'avant-guerre, alors que celles du Royaume-Uni n'avaient accusé qu'une augmentation de 3,5 pour 100. Il est évident que cet état de choses ne peut que susciter l'opposition des autres Puissances

industrielles et le mécontentement des pays insuffisamment développés. Dans ces conditions, on comprend que les représentants des pays insuffisamment développés s'attachent à étudier des problèmes qui présentent pour eux une importance vitale.

19. La délégation de l'URSS, pour sa part, appuiera de son vote le projet de résolution argentin, car elle estime que l'adoption de cette proposition ne manquera pas de favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés. L'URSS estime qu'on ne doit négliger aucun effort en vue d'aider les pays insuffisamment développés à diversifier leur production primaire et à créer une industrie légère ainsi qu'une industrie lourde. Le projet de résolution argentin tend à atténuer les effets des fluctuations du prix des produits de base sur l'économie des pays insuffisamment développés, à établir un rapport juste et équitable entre ces prix et ceux des biens d'équipement et des autres articles manufacturés, et à permettre l'utilisation rationnelle des revenus de l'activité primaire des pays insuffisamment développés dans le seul intérêt de la population. La délégation de l'URSS approuve entièrement ces objectifs et elle estime que le projet revêt une importance toute particulière du fait que, dans le monde capitaliste, les pays insuffisamment développés ne sont qu'une source d'enrichissement pour les monopoles étrangers qui exploitent à leur seul bénéfice les ressources et le travail de ces pays. Il est donc naturel que les représentants des Puissances industrielles hésitent à souscrire au projet de résolution de l'Argentine qui reflète les aspirations légitimes des pays insuffisamment développés.

20. Si elle approuve l'esprit du projet de résolution de l'Argentine, la délégation de l'URSS s'abstiendra, toutefois, lors du vote, sur certains paragraphes — notamment le paragraphe 2, l'alinéa *a* du paragraphe 3, l'alinéa *b* du paragraphe 4 et le paragraphe 8 — où l'on trouve, soit quelque expression hyperbolique, soit quelque disposition dont l'application soulèverait des difficultés ou ne donnerait pas le résultat escompté.

21. M. DE SEYNES (France) note que tous les orateurs qui ont participé au débat ont rendu hommage à la délégation de l'Argentine pour avoir pris l'initiative de poser devant la Commission la question de la parité des prix des produits de base et des articles manufacturés. On s'est plu à reconnaître que le débat a été des plus intéressants et des plus utiles; le moment est venu, cependant, de lui donner une issue.

22. D'aucuns ont envisagé de clore la discussion sans appeler la Commission à prendre position sur le projet de résolution de l'Argentine; ils ont soutenu que le fait de ne pas adopter de résolution formelle n'impliquerait nullement que les débats de la Commission aient été stériles. Cette issue est cependant peu probable, la délégation de l'Argentine et les autres délégations qui ont défendu le projet de résolution ayant le désir légitime de voir leurs efforts aboutir à un résultat concret.

23. On pourrait envisager également l'éventualité du rejet du projet de résolution argentin: la délégation de la France considérerait cette issue comme extrêmement regrettable. Elle serait désolée, pour sa part, d'avoir à voter contre plusieurs des dispositions de ce projet.

24. Une autre solution, également regrettable, consisterait en l'adoption du projet de résolution argentin

par une faible majorité des membres de la Commission, et surtout par une majorité qui ne comprendrait pas un certain nombre des Puissances auxquelles s'adressent au premier chef les recommandations qui constituent le fond de la résolution proposée.

25. Ce sont ces diverses considérations sur l'issue possible de la discussion qui ont amené la délégation de la France à proposer des amendements (A/C.2/L.179) au projet de résolution révisé de l'Argentine. Ces amendements représentent une tentative de compromis pour aboutir à un texte qui soit acceptable pour une majorité importante des membres de la Commission et dont seraient éliminées des clauses dont la portée est si incertaine qu'elles risqueraient fort de n'être point respectées.

26. Le représentant de l'Argentine a dit lui-même que la portée de son texte avait été indûment élargie au cours du débat. Il faut reconnaître que la manière très stimulante dont le représentant de l'Argentine a présenté sa proposition n'a pas manqué d'inciter la Commission à sortir des limites que les termes précis du projet auraient assignées au débat. C'est ainsi que le représentant de la France a été encouragé, pour sa part, à vouloir fonder sur des prémisses solides l'action que l'on se propose d'entreprendre. M. de Seynes est tout disposé à renoncer à ce souci de logique et à admettre que l'on peut fort bien adopter une résolution même si l'on éprouve quelque incertitude à l'égard des prémisses sur lesquelles elle se fonde. En revanche, il ne lui est pas possible d'accepter une résolution qui emporte pour son Gouvernement un engagement extrêmement sérieux sans que la moindre indication ait été fournie quant à la nature et à la portée des mesures qu'il est invité à prendre. Il y aurait intérêt à donner aux Puissances industrielles auxquelles s'adressent les recommandations formulées dans le projet de résolution, des précisions sur ce que l'on attend d'elles, sur ce que l'on entend exactement par "rapport équitable" entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés, et sur les méthodes à suivre pour établir ce rapport.

27. La délégation française était opposée à l'origine à la création d'un nouveau groupe d'experts. Toutefois, on peut admettre que la question des termes de l'échange n'a pas été le thème central des études du groupe présidé par le Professeur Angell et qu'une nouvelle étude, effectuée par d'autres experts qui se pencheraient plus particulièrement sur la question évoquée par la délégation de l'Argentine, pourrait présenter quelque utilité. Mais si l'utilité de nouvelles études est admise, on ne saurait, en toute logique, demander aux gouvernements de faire autre chose, dans l'intervalle, que de montrer un esprit de coopération internationale "en tenant dûment compte, toutes les fois qu'ils adoptent des mesures qui affectent les prix des produits de base qui font l'objet d'échanges internationaux, des effets que ces mesures peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement". Les gouvernements pourront accepter de prendre des engagements plus précis lorsque la Commission aura reçu le rapport des experts et qu'elle pourra leur donner des indications sur les méthodes qu'elle voudrait leur voir appliquer.

28. M. de Seynes fait observer qu'une méthode permettant d'obtenir le même résultat à moins de frais aurait été de demander aux pays intéressés de communiquer leurs idées sur la question au Conseil économique

et social ou à tout autre organe compétent des Nations Unies. Mais la délégation de l'Argentine semble attacher un prix tout spécial à la création d'un nouveau groupe d'experts et la délégation de la France lui cède volontiers sur ce point.

29. M. de Seynes présente ensuite en détail les amendements proposés dans le document A/C.2/L.179. Il prie les membres de la Commission de ne pas tenir compte du premier amendement, de pure forme, qu'il retire. Le deuxième amendement a surtout pour objet de supprimer la seconde partie de l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution argentin, à partir des mots "de façon à maintenir un rapport adéquat...". M. de Seynes explique que cet amendement découle directement des observations d'ordre général qu'il vient de présenter: il laisse subsister l'engagement général, que les gouvernements peuvent prendre, de tenir compte des effets des mesures à adopter sur le rapport des échanges des pays en voie de développement, tout en supprimant ce que le texte proposé comporte à la fois de trop précis et de trop vague: trop précis parce qu'il fixe des responsabilités déterminées, trop vague parce qu'il n'indique pas les moyens par lesquels ces responsabilités pourraient être assumées. Le troisième amendement, de même nature, vise à mettre la rédaction de l'alinéa *c* du paragraphe 4 en harmonie avec celle de l'alinéa *a*. Enfin le dernier amendement découle simplement des changements proposés pour le paragraphe 4, et il ne modifie ni le sens ni la portée du paragraphe 8.

30. Pour terminer, M. de Seynes exprime l'espoir que la délégation de l'Argentine sera en mesure d'accepter les amendements proposés par la délégation française.

31. M. BUNGE (Argentine) rend hommage à l'esprit de coopération dans lequel le représentant de la France a proposé ses amendements. Selon M. de Seynes, l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine serait rédigé en des termes à la fois trop vagues et trop précis. Dans cet alinéa il est fait mention d'un rapport "adéquat, juste et équitable" entre le prix des produits de base et celui des biens d'équipement et des autres articles manufacturés. Il est possible en effet que ces trois adjectifs, s'appliquant à des valeurs, présentent un caractère assez vague.

32. Le représentant de l'Argentine souligne ensuite qu'il n'était nullement dans ses intentions de donner au projet de résolution des incidences politiques. Il a seulement voulu attirer l'attention sur le fait que les mesures d'ordre économique prises par un gouvernement risquent d'avoir des répercussions internationales; ainsi, la politique économique d'un gouvernement peut avoir pour effet soit d'accroître soit de réduire la demande de matières premières. L'alinéa *a* du paragraphe 4 a pour seul objet de signaler aux gouvernements la nécessité de tenir compte de la situation des pays fournisseurs de matières premières lorsqu'ils prennent des mesures d'ordre économique.

33. M. Bunge rappelle qu'à la suite du conflit coréen, des mesures de contrôle des prix ont entravé le libre jeu de l'offre et de la demande sur les marchés internationaux. Si, en appliquant des mesures de contrôle au prix des articles manufacturés, les gouvernements des pays industriels avaient cherché à maintenir un rapport équitable entre le prix de ces biens et celui des matières premières, la plupart des difficultés que

les pays insuffisamment développés affrontent actuellement auraient été évitées.

34. De l'avis de M. Bunge, les délégations des pays industrialisés n'ont pas à s'inquiéter de l'emploi des mots "adéquat, juste et équitable". Ces adjectifs constituent l'essentiel de l'alinéa *a* du paragraphe 4 et c'est pourquoi le représentant de l'Argentine ne pourra accepter la suppression de la dernière partie de cet alinéa que la délégation française a proposée.

35. Au sujet de l'autre amendement de la France au paragraphe 4, le représentant de l'Argentine se réserve de présenter quelques observations lorsqu'il aura eu le loisir de l'étudier. M. Bunge ne peut, d'autre part, accepter l'amendement de la France au paragraphe 8, car il limiterait la portée de l'étude confiée au groupe d'experts.

36. Le représentant de l'Argentine signale aussi qu'il ne peut accepter l'amendement de la Grèce (A/C.2/L.173) qui traite d'un problème limité et qui affaiblirait, par là même, l'ensemble du projet de résolution.

37. Pour terminer M. Bunge déclare que, quel qu'en soit le résultat, le vote sur le projet de résolution de sa délégation ne sera pas sans signification. Peut-être ce projet fera-t-il mieux comprendre aux pays industrialisés la nature des problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés et permettra-t-il ainsi de résoudre plus aisément ces problèmes. Tel est le véritable but que la délégation de l'Argentine cherche à atteindre.

38. M. DE SEYNES (France) fait valoir à nouveau que l'amendement de la délégation française au paragraphe 8 découle des amendements au paragraphe 4 proposés par la même délégation. Il perd tout son sens si ces amendements ne sont pas adoptés.

39. Le représentant de la France rappelle que, dans sa déclaration précédente, il a souligné les inconvénients que présenterait l'adoption du projet de résolution sans l'appui des Puissances industrielles auxquelles s'adressent les recommandations de ce projet. Il n'a nullement voulu par là s'opposer au principe démocratique de la majorité et faire prévaloir la volonté de certaines Puissances. Mais il estime dangereux d'adresser aux pays industrialisés des recommandations dont ils ne comprennent pas le sens. Le représentant de l'Argentine n'a pas donné sur ce point toutes les précisions qu'on pouvait attendre. Il a signalé que son projet de résolution visait à faire mieux comprendre les problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés. Le représentant de la France croit que la Commission pourrait obtenir les mêmes résultats en adoptant l'amendement qu'il a déposé.

40. M. VANER (Turquie) propose d'insérer dans le préambule du projet de résolution de l'Argentine le passage de l'alinéa *a* du paragraphe 4 dont le représentant de la France demande la suppression. Ce passage deviendrait ainsi l'alinéa *g* du paragraphe 3.

41. M. BUNGE (Argentine) n'approuve pas cette proposition: ce n'est pas dans le préambule en effet que l'on peut faire figurer une recommandation essentielle.

42. M. ABDELRAZEK (Egypte) signale que, faute d'un rapport équitable entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation, les pays insuffisamment développés ont subi entre 1913 et 1938 des pertes dont la valeur s'élève à quatre milliards de dollars or.

S'ils avaient bénéficié d'un rapport équitable, ils ne devraient pas actuellement demander des prêts à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement qui intervient dans les affaires intérieures des pays intéressés sous prétexte de leur accorder une assistance technique. C'est pour éviter un tel état de choses que le représentant de l'Égypte se prononcera en faveur du projet de résolution de l'Argentine.

43. M. Abdelrazek approuve notamment l'alinéa *c* du paragraphe 4 de ce projet de résolution; il précise, à ce propos, que les pays insuffisamment développés ne s'opposent pas au progrès scientifique, mais qu'ils s'élèvent contre la politique d'autarcie suivie par certains pays industrialisés, au détriment de nombreux pays fournisseurs de matières premières. Le représentant de l'Égypte appuie également les dispositions du paragraphe 5 du projet de résolution. Il s'oppose à la suppression de la deuxième partie de l'alinéa *a* du paragraphe 4, proposée par la France; à son avis, cet amendement enlèverait toute valeur à l'ensemble du projet de résolution. Le Conseil économique et social a déjà exprimé dans sa résolution 341 (XII) le vœu de voir établir un rapport équitable entre le prix des matières premières et celui des articles manufacturés; pourtant, aucun membre du Conseil n'a demandé une définition de l'adjectif "équitable". Enfin, le représentant de l'Égypte approuve la création d'un nouveau groupe d'experts, car le groupe nommé comme suite à la demande du Conseil économique et social n'a pas fait de proposition précise au sujet de l'institution d'un système de parité des prix, dans son rapport *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156).

44. Mme WRIGHT (Danemark) signale que sa délégation ne se prononcera pas en faveur du projet de résolution de l'Argentine mais qu'elle appuiera l'amendement de la France aux alinéas *a* et *c* du paragraphe 4. Mme Wright présente ensuite l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A.C.3/L.180); elle préférerait que les problèmes mentionnés dans le projet de résolution fussent soumis à l'examen du Conseil économique et social plutôt qu'à celui d'un groupe d'experts.

45. M. MATES (Yougoslavie) appuiera le projet de résolution de l'Argentine; à son avis, ce projet ne suggère pas les meilleures méthodes qui permettraient de remédier aux difficultés des pays insuffisamment développés, mais, ce qu'il faut, c'est examiner le problème dans son ensemble, et non s'arrêter sur la rédaction du projet de résolution.

46. Le représentant de la Yougoslavie formule les plus expresses réserves sur l'alinéa *c* du paragraphe 4. Certains représentants ont soutenu que les clauses restrictives de cet alinéa lui enlèvent toute sa force; dans ce cas, cet alinéa est inutile. D'autres représentants ont déclaré qu'à leur avis cet alinéa pouvait faire obstacle au développement scientifique et économique; s'il en est ainsi, l'alinéa est inacceptable.

47. Le représentant de la Yougoslavie reconnaît que l'alinéa *a* du paragraphe 4 manque de précision, mais il s'oppose à l'amendement de la France tendant à supprimer la dernière partie de ce texte. A son avis, cet amendement rendrait vain le projet de résolution tout entier.

48. M. Mates s'oppose également à l'amendement de la France et à l'amendement commun des pays scandi-

naves au paragraphe 8. Il estime que si la Commission désire connaître les vues d'un groupe d'experts, elle doit exprimer ce vœu elle-même et non pas confier l'étude de la question au Conseil économique et social. Elle serait ainsi en mesure de reprendre l'examen du problème au cours de la prochaine session et d'adopter alors toute décision utile.

49. Selon le représentant de la Yougoslavie, l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale, tel qu'il a été modifié par la délégation de l'Indonésie et incorporé dans le projet de résolution révisé sous la cote A/C.2/L.162/Rev.2, rend superflu l'amendement de la Grèce qui exprime en d'autres termes une idée analogue.

50. En conclusion, M. Mates précise que, s'il se prononce en faveur du projet de résolution de l'Argentine, il n'en approuve pourtant pas tous les détails.

51. M. NURADI (Indonésie) suggère, par souci de logique, de modifier de la façon suivante l'alinéa *d* du paragraphe 3 "... ce qui fait obstacle non seulement à l'acquisition de ressources suffisantes pour assurer les paiements à l'étranger, mais encore à la formation d'une épargne nationale suffisante".

52. M. BUNGE (Argentine) accepte la modification proposée par le représentant de l'Indonésie.

53. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) approuve également cette modification; il votera pour le texte remanié du projet de résolution de l'Argentine et il s'abstiendra lors du vote sur l'amendement de la Grèce et sur l'amendement commun du Danemark, de la Norvège et de la Suède.

54. Mme LIONAES (Norvège) ne peut approuver le projet de résolution de l'Argentine dans sa forme actuelle. En effet, elle ne croit pas qu'un soutien artificiel des prix, visant à établir un rapport stable entre les prix des matières premières et ceux des produits manufacturés, faciliteraient le développement économique des pays insuffisamment développés. En outre, le projet de résolution ne donne aucune précision sur la manière dont ce rapport devrait être établi. Le problème a déjà été étudié par un groupe d'experts qui a jugé impossible l'établissement d'un tel rapport.

55. La représentante de la Norvège est opposée à l'alinéa *c* du paragraphe 4. Elle ne croit pas que la fabrication de produits synthétiques nuise au bien-être des populations des pays insuffisamment développés; cette production contribue au contraire à l'élévation du niveau de vie de ces populations.

56. Mme Lionaes approuve les amendements de la France aux alinéas *a* et *c* du paragraphe 4. Si la Commission adoptait les amendements de la France et l'amendement commun du Danemark, de la Norvège et de la Suède, la délégation de la Norvège serait en mesure de se prononcer en faveur du projet de résolution de l'Argentine.

57. M. UMARI (Irak) fait observer que les dispositions de l'alinéa *c* du paragraphe 4 ont suscité certaines appréhensions. Afin de les dissiper, il propose de modifier comme suit le texte de l'alinéa *c*: "éviter de fabriquer des produits synthétiques ou des produits de remplacement dans le seul but d'abaisser les prix des matières premières visées, sans tenir compte du jeu des forces économiques qui déterminent ces prix."

58. Mme BURWASH (Canada) déclare que le texte remanié du projet de résolution de l'Argentine n'a pas

dissipé toutes les appréhensions de la délégation du Canada. Elle se prononce en faveur des amendements de la France et de la Grèce et de l'amendement commun du Danemark, de la Norvège et de la Suède.

59. M. CARANICAS (Grèce) rappelle que depuis 1939 son pays a souffert d'une évolution défavorable du rapport des échanges. En principe, il se prononcerait donc en faveur d'un système de parité des prix. Mais le projet de résolution ne suggère à cet égard aucune solution pratique. D'ailleurs il faut se rappeler que, dans le paragraphe 44 de son rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*, le groupe d'experts a signalé qu'un système international de parité des prix "serait très difficile à appliquer et ne donnerait pas de bons résultats". On peut se demander si un autre groupe d'experts pourrait mieux résoudre ce problème complexe.

60. Le représentant de la Grèce approuve l'amendement de la France à l'alinéa a du paragraphe 4. Il ne peut d'autre part accepter les dispositions de l'alinéa c du même paragraphe. Il s'abstiendra lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution de l'Argentine,

car il estime préférable d'adopter un projet de résolution modeste mais susceptible d'être mis en œuvre, plutôt qu'un projet ambitieux qui ne donnerait aucun résultat fructueux.

61. M. BUNGE (Argentine) rappelle que d'après certains représentants, les perspectives concernant la demande et les prix des matières premières seraient encourageantes. Cette opinion lui semble particulièrement optimiste et, pour la réfuter, il donne lecture d'un article paru le 22 novembre 1952 dans l'*Economist*.

62. Le représentant de l'Argentine fait observer que dans son étude intitulée *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*, le groupe d'experts n'a consacré que deux pages à la question de l'établissement d'un rapport entre le prix des produits manufacturés et le prix des matières premières. Pourtant, c'est là un problème dont tous les membres de la Commission reconnaissent la complexité. Il ne serait donc pas inutile de créer un nouveau groupe d'experts qui étudierait le problème dans son ensemble et dont les travaux pourraient donner des résultats fructueux.

La séance est levée à 18 h. 20.

